

DOCUMENTS

MODULE AMERIQUE

SOUS - MODULE AMERIQUE LATINE

CHAPITRES 1 ET 2

Les populismes latino-américains

GUY HERMET*

L'Amérique latine est la terre d'élection du populisme. Car si la démocratie représentative n'est plus guère contestée dans les vieilles sociétés industrielles, il n'en est pas allé de même dans les pays latino-américains. En Amérique latine, la démocratie rythmée par les élections et régie par les partis et les professionnels de la politique a affronté un modèle rival. Depuis les années 1920, lassées des subterfuges de dirigeants qui ne respectaient les apparences de la souveraineté populaire que pour mieux en annuler les conséquences en matière d'égalité réelle, les masses latino-américaines se sont ralliées en bonne partie à un modèle alternatif : celui d'une démocratie plébiscitaire, reposant non sur une délégation de pouvoir à des mandataires élus sans conviction, mais sur des chefs providentiels posés en redresseurs de torts de la population des humbles.

Cette réceptivité au message populiste a entraîné une conséquence typique. C'est en Amérique latine qu'est apparu le « populisme consolidé », un populisme atteignant sa plénitude sous la forme de régimes de gouvernement dotés d'institutions distinctives. Hanna Pitkin rappelle ce en quoi consiste la rivalité entre les deux conceptions de la représentation démocratique dont découle le développement de ces régimes populistes institutionnalisés¹. Représentant l'orthodoxie dans ce domaine, la première met l'accent sur la dimension délibérative de la représentation,

37

*Les populismes
latino-américains
Guy Hermet*

*Auteur de *Les Populismes dans le monde. Une histoire sociologique*, Paris, Fayard, 2001.

1. Voir : H. F. Pitkin, *The Concept of Representation*, Berkeley/Los Angeles/London, University of California Press, 1972 [1967].

en s'appuyant sur une légitimité électorale justifiant la délégation à des spécialistes élus de la prise de décision collective. En revanche, la seconde de ces conceptions – populiste – privilégie une représentation directe, incarnée dans la personne d'un leader ou, parfois, dans un parti symbolisant le règne du peuple. En Amérique latine, ces deux conceptions sont entrées en collision.

LES ORIGINES

Non contente d'en avoir inauguré à partir des années 1930 la version achevée des gouvernements populistes, l'Amérique latine en a pratiqué toutes les autres versions presque sans exception.

Les précurseurs du populisme latino-américain sont les *caudillos*¹ du XIX^e siècle, avatars d'une transplantation caricaturale du libéralisme euro-américain. Les Lumières avaient fourni aux élites locales les arguments de leur lutte contre la domination espagnole et portugaise. De même, le libéralisme politique à l'anglaise, à la française ou à l'américaine a inspiré par la suite les constitutions grandiloquentes des nouveaux pays indépendants. Il a imprégné également le droit, opposé avant tout aux faibles sous couvert de discours philanthropiques. Après les indépendances des années 1820-1830, débarrassées de la tutelle des fonctionnaires ibériques, les oligarchies créoles² livrées à elles-mêmes ont pratiqué le libéralisme à l'état pur. Elles ont privatisé le pouvoir à leur profit, en se réservant dans leurs espaces respectifs le monopole de l'usage « légitime » de la force et un droit de police libre de toute entrave.

La politique latino-américaine ne fut plus dès lors qu'un « accord entre gentlemen » laissant le peuple hors de tout débat. Les apparences restaient sauves, sous couvert d'un bipartisme de connivence où les conservateurs représentaient les fortunes terriennes et les libéraux les nouveaux intérêts commerciaux des villes portuaires, mais sans qu'il y ait entre eux de différences sensibles en dehors de questions touchant aux relations entre l'Église et l'État. Dans ces conditions, les *caudillos* furent seuls à bousculer ces

1. Le terme de *Caudillo* désignait les chefs de bandes chrétiennes combattant les musulmans à l'époque médiévale. Au XIX^e siècle, il s'est appliqué en Amérique latine à d'autres chefs qui, pourvus au départ d'une base de pouvoir locale, s'emparaient de l'autorité centrale par la force avant de rétablir un semblant de sécurité dans des pays tombés dans l'anarchie.

2. Créole signifie blanc, ou d'origine européenne, en Amérique latine.

clivages et à prendre le contre-pied du dépérissement de l'autorité publique. Il y en eut de toutes espèces. Grands propriétaires ou aspirant à le devenir, militaires ou simples chefs de bande, tous ont fondé leur pouvoir accepté de fait comme légitime non seulement sur la démonstration de leur force mais, également, sur les relations de loyauté qu'ils établissaient aussi bien avec le gros de la population qu'avec les intermédiaires qui les aidaient à maintenir leur popularité. Si les *caudillos* furent acclamés, c'est par conséquent en vertu d'une adhésion volontaire, comme vainqueurs de l'anarchie, et sans qu'ils se soient aperçu en temps voulu qu'ils enfermaient les sociétés qu'ils gouvernaient dans leur état d'arriération.

Le populisme latino-américain procède conjointement d'une deuxième lignée. Non moins ancienne, celle-ci remonte aux vieux soulèvements à dominante indienne ou métisse et aboutit aux doctrines « indigénistes » du ^{xx}e siècle ainsi qu'aux révoltes qu'elles ont inspirées jusqu'à l'élection récente d'Evo Morales en Bolivie. L'ère des soulèvements agraires s'ouvre en 1810, avec la guerre d'indépendance du Mexique. Celle-ci revêt la forme d'une lutte populaire contre le pouvoir blanc maintenu à Mexico, à l'inverse de ce qui se produit dans le reste du sous-continent où l'indépendance est l'affaire des seules élites créoles. Beaucoup plus tard, avec la Révolution mexicaine de 1911-1917, Emiliano Zapata (1877-1919) correspondra au même modèle du chef révolutionnaire d'extraction indienne. En revanche, le régime autoritaire corrompu instauré au Mexique, à partir des années 1930, va masquer le conservatisme de fond du Parti révolutionnaire institutionnel sous le couvert d'un charisme nourri de façon quasiment religieuse par une symbolique révolutionnaire rapportée non pas à une grande figure historique fondatrice, mais à une réforme agraire longtemps fictive puis incomplète.

Ces phénomènes sont à l'origine de l'idéologie indigéniste. En tant que doctrine politique, l'indigénisme s'élabore à partir de 1920, à l'initiative du Péruvien Haya de la Torre et en parallèle de la formation de la plus originale comme de la plus infortunée des formations politiques latino-américaines : l'Alliance populaire révolutionnaire américaine, connue sous son sigle APRA. Le manifeste de l'APRA ne récuse pas seulement toute idée de modèle inspiré de la pensée de Marx ou Lénine. Dans la perspective indigéniste, il pose que, les populations indiennes n'ayant rien de commun avec un prolétariat agissant en fer de lance de la révolution sociale, elles ne trouveront leur salut que dans une restauration de leurs vieilles communautés précolombiennes du mythique système incaïque de l'*Ayllú*.

En dehors du populisme embryonnaire des *caudillos* puis de celui des indigénistes, avant aussi d'accorder sa place au phénomène majeur représenté par les grands régimes de gouvernements populistes des années 1930 à 1955, il faut considérer encore d'autres manifestations historiques du populisme très hétéroclites. Ainsi ce que l'on a appelé au Brésil le mouvement des *tenentes* (« mouvement des lieutenants », ou *tenentismo*). Au sens strict, l'expression s'applique à la geste de quelques dizaines de jeunes officiers subalternes – en majorité lieutenants – qui se soulèvent en juillet 1922 à Rio, puis à nouveau en juillet 1924 à São Paulo, enfin une dernière fois dans l'État du Rio Grande do Sul, la même année. Engagés dans cet ultime soulèvement, les 2 000 soldats de la « Colonne Prestes » acquièrent l'aura d'archanges malheureux. Dans leur retraite conduite par le capitaine Luis Carlos Prestes¹, avec l'armée à leurs trousses, c'est sans parvenir à rallier les paysans de l'intérieur ni à provoquer ne serait-ce qu'un début de soulèvement qu'ils parcourent d'avril 1925 à février 1927 près de 20 000 km avant de se réfugier en Bolivie. Mais cet échec ne fait pas obstacle à ce que, dans l'imaginaire populaire, le sacrifice de ces hommes se trouve bientôt interprété sous le prisme populiste des héros offrant leurs vies pour la cause du peuple des pauvres.

Mentionnons encore le populisme colombien, incarné au premier chef par Jorge Eliecer Gaitán (1898-1948), qui déclarait « je ne suis pas un homme, je suis le peuple ». Gaitán représente la quintessence d'un populisme de rupture, fondé sur un charisme de tonalité de gauche invincible dans les masses. Né dans une famille des classes moyennes inférieures, Gaitán obtient un doctorat en droit en Italie où il s'initie à la rhétorique de Mussolini. Il commence à faire parler de lui en 1933. Et presque sans attendre, il est question de « gaitanisme » comme il sera question de péronisme pour désigner un populisme d'affirmation de l'unité du peuple et de malédiction des divisions entretenues par les partis manipulés par les élites. Gaitán ne s'adresse qu'aux pauvres, se posant lui-même comme un pauvre dont l'unique supériorité provient de sa capacité à leur donner une voix. Le héros des quartiers populaires maintiendra ce discours jusqu'à son assassinat survenu le 9 avril 1948, à un moment où il apparaissait comme le vainqueur certain des élections présidentielles toutes proches. Le même jour, les masses se soulèvent à

1. « Chevalier de l'espérance » chanté par Jorge Amado, devenu plus tard secrétaire général du Parti communiste brésilien.

Bogota, les églises et les couvents brûlent, ouvrant un contexte de violence qui n'a toujours pas pris fin.

Virage à droite en Amérique latine

Après la percée progressiste des années 2000, le processus s'est inversé dans une majorité des pays de la région.

Par Angeline Montoya, Flavie Holzinger, Floriane Picard et Camille Bressange Le Monde
2 octobre 2020

Le retour de la démocratie en Amérique latine, après un cycle de dictatures militaires dans les années 1960 et 1970, s'était accompagné d'un néolibéralisme forcené : baisse des salaires, levée des barrières douanières, privatisation des services publics avec, comme conséquence, une baisse de l'inflation, mais surtout une hausse de la pauvreté, du chômage et des inégalités et un rejet du néolibéralisme.

Une série de rébellions populaires ont mené à la crise de l'hégémonie néolibérale, qui s'est traduite dans les urnes par ce que l'on a appelé une « vague rose », à partir de la victoire d'Hugo Chavez au Venezuela, en 1998. Les uns après les autres, les gouvernements du Brésil, d'Argentine, de Bolivie, d'Uruguay, d'Equateur, du Nicaragua, du Salvador et du Paraguay sont passés à gauche. Ce « cycle » a duré entre dix et vingt ans, selon les pays. S'appuyant sur un modèle « extractiviste » et sur le boom des matières premières pour financer leurs politiques sociales d'assistance (grâce auxquelles 70 millions de personnes sont sorties de la pauvreté en dix ans), les gouvernements progressistes n'ont cependant pas résisté à l'usure du pouvoir, à la conjoncture mondiale de récession à partir de 2008 ni à la chute du prix des commodités.

1999 L'héritage du néolibéralisme des années 1990

Conservateur Progressiste



Partis politiques

Droite ou gauche, ces concepts sont assez flous en Amérique latine et ne recouvrent pas forcément les mêmes significations qu'en Europe. Depuis le milieu du XX^e siècle, de nombreux partis et mouvements dits « de droite » ou « de gauche » ont emprunté des éléments des deux univers. Nous avons donc choisi les catégories, plus larges, de « conservateur » et « progressiste », en ayant conscience qu'elles sont, elles-mêmes, controversées et réductrices.

2008 La « vague rose »

Communiste



XX

Leaders charismatiques incarnant la « vague rose »
Ils ont pu être qualifiés de « populistes » pour leur référence au peuple et leur opposition à l'élite et au grand capital. Ils ont en commun leur rejet du néolibéralisme américain.

2020 Le retour à des régimes plus conservateurs

DANIEL ORTEGA

Ancien guerillero du Front sandiniste de libération nationale, il est assimilé à la gauche radicale et au progressisme. Mais la répression des mouvements sociaux en 2018 (300 morts), son opposition à l'avortement et sa conversion aux politiques du FMI le placent plutôt dans le camp conservateur.

Nicaragua

El Salvador

NAYIB BUKELE

Lancé en politique avec le front Farabundo Martí pour la libération nationale, il est passé plusieurs fois de gauche à droite à des fins électorales, et s'est finalement présenté à la présidentielle de 2019 au nom d'un parti de droite.

Equateur

LENIN MORENO

Héritier de Rafael Correa, dont il était le vice-président, Lenin Moreno a, depuis son élection en 2017, rompu avec son mentor et donné un coup de barre à droite à sa politique économique.

Venezuela

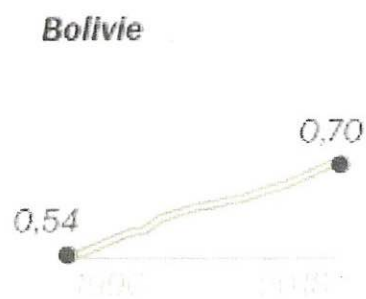
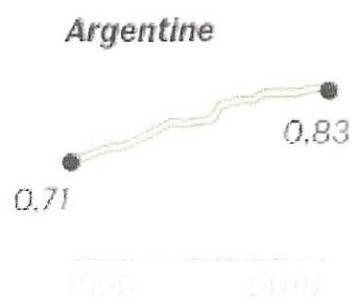
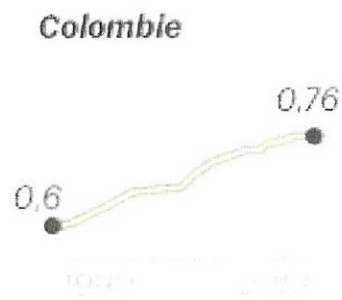
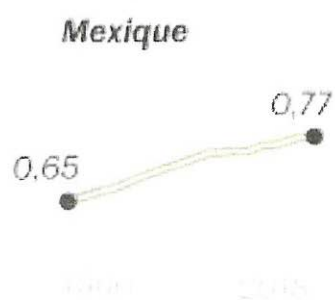
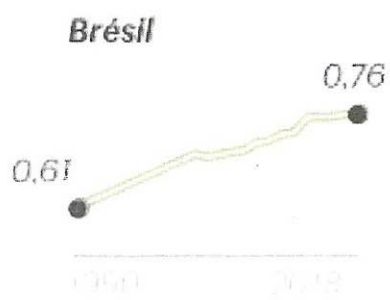
NICOLAS MADURO

Si le chavisme avait indéniablement une composante progressiste, il est difficile de considérer qu'il en est de même de Nicolas Maduro, en particulier depuis la confiscation de l'Assemblée nationale issue des élections législatives de 2015.

Infographie Le Monde

La défaite du péronisme en Argentine, en 2015, et l'arrivée au pouvoir du gouvernement de centre droit de Mauricio Macri ont signé la fin de cette hégémonie de la gauche latino-américaine, cédant le pas, dans presque toute la région, à des régimes plus conservateurs, par la voix des urnes ou par des processus institutionnels plus ou moins légitimes.

Evolution de l'indice de développement humain



À l'ombre des dictatures : la démocratie en Amérique latine

Alain Rouquié Paris, Albin Michel, 2010, 384 p.

Près de trente ans après *L'État militaire en Amérique latine* [1] qui l'a consacré comme l'un des meilleurs spécialistes français sur la question, Alain Rouquié, politologue et actuel président de la Maison de l'Amérique latine, revient, à l'occasion de son dernier essai, sur la notion de démocratie dans cette région du monde, analysant non seulement ses mécanismes mais surtout sa logique intrinsèque.

Débutant son récit au début du XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire au moment où ce continent acquiert son indépendance, il décrit la soif de ces pays pour l'aventure démocratique qui ne peut passer, selon eux, que par la souveraineté populaire issue des urnes. Pour autant, et c'est là tout le paradoxe, la société sud-américaine est largement enfermée dans un carcan politique, refusant par exemple d'accorder la citoyenneté à nombre de ses habitants. En revenant sur chaque événement majeur de l'histoire de ce continent, l'auteur nous présente les avancées du principe démocratique, les doutes et les nombreuses difficultés rencontrés. Les confessions dures et amères du Libertador, Simon Bolivar, sont d'ailleurs là pour étayer cette thèse : « L'Amérique est ingouvernable [...]. Ce pays est infailliblement voué à tomber aux mains de foules déchaînées avant d'être livré à des tyrannies médiocres de toutes les couleurs et de toutes les races » (p. 36). Après deux siècles d'errements, de tyrannies, et de dictatures, il semblerait que ce continent martyrisé ait enfin trouvé depuis vingt-cinq ans un peu de sérénité et ait réussi à affronter son passé trouble pour finalement voir émerger, entre espoirs et soupçons, une véritable vie démocratique.

Cet essai dresse ainsi un portrait pertinent et sans concession de cette mosaïque d'États, unis par leur histoire, déchirés par leur indépendance et les guerres fratricides.

Constamment agrémenté de références historiques et d'extraits de discours, l'ouvrage cherche ici à nous faire toucher du doigt la réalité politique de cette région. Il explique ainsi que « même dans une région où dominent les valeurs occidentales, où le pouvoir découle depuis deux siècles de principes de la souveraineté populaire, l'enracinement et la consolidation de cette forme de gouvernement sont malaisés et semblent précaires » (p. 361). En d'autres termes, il considère que la dynamique qui meut ce continent tient au délicat équilibre entre la tradition libérale et pluraliste de ces États et la structure sociale inégalitaire et hiérarchique pourtant défavorable à la pratique démocratique. Délicat équilibre qui éclaire bien des épisodes du passé et nous permet de saisir les évolutions des deux derniers siècles.

La force indéniable de cet ouvrage est qu'il revient non seulement sur l'évolution de ces États depuis leur indépendance, resituant ainsi chaque pays dans sa culture, sa logique, son histoire ; mais aussi parce qu'il établit un perpétuel va-et-vient entre ces eux, mettant ainsi en exergue tant leurs ressemblances que leurs oppositions. L'expression « des Amériques latines » prend donc ici tout son sens. Tout au long de cet essai, l'auteur s'efforce de toujours mettre en lumière les paradoxes de ce continent, sa volonté de démocratie représentative, alors même que les processus les plus arbitraires sont maintenus et même défendus.

Chaque événement, fait historique ou constat politique est dès lors éclairé par le contexte géopolitique de l'époque, et les citations de Tocqueville ou de Bolivar. Alain Rouquié ne cesse de revenir néanmoins sur le caractère précaire de la démocratie puisque selon lui, « elle n'est pas inscrite dans la nature. Elle est une construction culturelle complexe, aventureuse, qui avance par essais et erreurs » (p. 362). Ces derniers mots doivent donc nous inciter à toujours plus de prudence face à une démocratie que l'on pense universelle mais qui se révèle fragile dès lors que l'on ne la cultive pas.

[1] « *L'État militaire en Amérique latine* », Paris, Le Seuil, 1982.

TAUX D'HOMICIDE VOLONTAIRE PAR ÉTAT ET TERRITOIRE

NOMBRE
D'HOMICIDES VOLONTAIRES
(pour 100 000 habitants)

- ≥ 30
- 26 - 30
- 22 - 26
- 18 - 22
- 14 - 18
- 10 - 14
- 6 - 10
- 2 - 6
- < 2

■ Données indisponibles

© ATLASOCIO.COM

Note : Données

chiffres 2016